

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de  
de la Réglementation et des  
Libertés Publiques

Bureau de la  
Réglementation Générale et  
des Elections

Affaire suivie par :  
Mme GASMI  
Tél. : 02 37 27 70.58

24 FEV. 2003



ARRETE AUTORISANT LA SOCIETE SABLIERES ET ENTREPRISES MORILLON-CORVOL  
A UTILISER DES PRODUITS EXPLOSIFS DES RECEPTION SUR LA COMMUNE  
DE BEAUVILLIERS  
AUX LIEUX-DITS « LA SABLONNIERE, LE BOIS DES PLACES, LA FOLIE »

LE PRÉFET D'EURE ET LOIR ,  
Chevalier de la L'Ordre National du Mérite;

VU la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives ;

VU la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 réprimant le défaut de déclaration de disparition de produits explosifs;

VU le décret n° 80-1022 du 15 décembre 1980, pris pour l'application de la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 susvisée ;

VU le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 complétant le règlement général des industries extractives institué par décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié ;

VU le décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 modifié relatif au marquage, à l'acquisition, à la livraison, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au marquage et à l'identification des produits explosifs ;

IV. EMISSION	Attrib.
IPR	
DB	...
IC	

VC ——— α

BB-CC-AR		
Classement :		

VU la demande en date du 19 février 2002, présentée par Monsieur Jean-Michel DREUX, Directeur de secteur de la société Sablières et Entreprises Morillon-Corvol, en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception dans la carrière de matériaux calcaires située sur le territoire de la commune de Beauvilliers, aux lieux-dits « La Sablonnière, Le Bois des Placés, La Folie »

VU l'arrêté préfectoral en date du 06 janvier 2003 autorisant le transfert au bénéfice de la société Sablières et Entreprises Morillon-Corvol de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce sur le territoire de la commune de Beauvilliers aux lieux-dits « La Sablonnière, Le Bois des Placés, La Folie » précédemment accordée à la Société Les Calcaires de Beauce

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 12 février 2003 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure et Loir ;

### ARRÊTE

**Article 1er** – La société Sablières et Entreprises Morillon-Corvol dont le siège social est situé 2, rue du Verseau – Silic 423 à Rungis (94 583), est autorisée à utiliser des explosifs dès réception pour l'abattage de calcaire dans l'emprise de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS aux lieux-dits « La Sablonnière, Le Bois des Placés, La Folie ». sous les conditions énoncées aux articles suivants.

**Article 2** - La présente autorisation est valable pour une durée de **DEUX ANS** à compter de la date de notification du présent arrêté.  
Elle peut être retirée à tout moment sans mise en demeure, ni préavis, en application de l'article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981.

**Article 3** – Les employés de la société Sablières et Entreprises Morillon-Corvol responsables de l'utilisation des produits explosifs au titre de la présente autorisation sont :

- Monsieur Norbert COUTURIER, Chef de carrière domicilié 47 avenue du Général de Gaulle à TOURY (28 390) ,
- Monsieur Alain PERRICHON, Mineur domicilié « Bel Air » à MOREE (41160).

titulaires du Certificat de Préposé au Tir.

La présente autorisation est valable tant que ces personnes assument cette responsabilité. Toute nouvelle désignation implique qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

**Article 4** - La présente autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception vaut habilitation à l'emploi des explosifs des personnes désignées à l'article 3 du présent arrêté, si celles-ci assurent elles-mêmes la garde directe et permanente, la mise en œuvre ou les tirs des explosifs.  
Si ces personnes n'assurent pas elles-mêmes l'une de ces tâches, ou n'exerce pas de surveillance directe sur celle-ci, la ou les personnes qui en sont chargées doivent être habilitées à l'emploi des produits explosifs.

.../...

Le boute-feu, qui peut-être la même personne désignée à l'article 3, doit être titulaire d'un certificat de préposé au tir et d'un permis de tir délivré par l'exploitant conformément à l'article 4 de l'annexe au décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 susvisé.

**Article 5** - Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à :

- Explosifs : 1 200 kg de classe I ou V ;
- Détonateurs : 40 unités, soit 32 g environ de matières fulminantes

La fréquence des livraisons prévues est de deux à trois livraisons par semaine.  
Les tirs seront effectués à heures fixes.

**Article 6** - Le programme des opérations de tir est adressé à l'Ingénieur subdivisionnaire de la DRIRE territorialement compétent, en précisant la date et l'heure des tirs, au moins 7 jours avant leur exécution. Toute modification de programme lui sera immédiatement signalée. Une copie en sera adressée à M. le Maire de la commune de BEAUVILLIERS.

**Article 7** - Le transport des produits explosifs jusqu'au lieu de réception sur le site de la carrière de BEAUVILLIERS aux lieux-dits « La Sablonnière, Le Bois des Placés, La Folie » est assuré par le fournisseur.

Chaque transport donne lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et est effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

**Article 8** - La prise en charge des produits explosifs sur le site de la carrière est faite par une personne habilitée à leur garde directe et permanente, à leur mise en œuvre et à leur tir.

Le transport des produits explosifs depuis le lieu de réception jusqu'au lieu d'utilisation est effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

**Article 9** - Les produits explosifs doivent être utilisés au cours de la période journalière d'activité correspondant à leur date de livraison.

Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, la personne visée à l'article 3 ci avant est responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Elle veille notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence par une personne habilitée à leur emploi.

**Article 10** - Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans la période journalière d'activité correspondant à leur date de livraison, les produits non utilisés doivent, au terme de ce délai, être repris par le fournisseur et réintégrer le dépôt aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller.

.../...

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, cet acheminement s'avère impossible, le responsable de l'utilisation des produits explosifs doit en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés doit intervenir dans les trois jours qui suivent leur livraison.

**Article 11** - Les produits explosifs doivent être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'emploi de ces produits est en outre subordonné au respect des dispositions fixées par le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 susvisé.

La mise en œuvre des produits explosifs ne doit se faire qu'en présence du personnel strictement nécessaire à cette opération.

**Article 12** - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs, sur lequel sont précisés pour chaque livraison :

- les dates de livraison
- le ou les fournisseurs, l'origine des envois et leurs modalités ;
- les quantités reçues et l'usage auquel les explosifs sont destinés ;
- les renseignements utiles en matière d'identification des explosifs ;
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation ;
- les quantités utilisées dans une même journée ;
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés, ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci.

Ce registre est présenté à toute requête de l'autorité administrative. Il doit être conservé pendant cinq ans par le bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 13** - Le respect de la valeur fixée à l'article 22.2.1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 (mesures de vibrations) est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière puis par campagnes périodiques.

Les résultats de ces mesures sont conservés sur le site à disposition du service inspection des installations classées ;

**Article 14** - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit fournir à la personne physique responsable de l'utilisation des produits explosifs un avertissement délivré sous forme d'une reproduction intégrale de la loi du 2 juillet 1979 et de son décret d'application n° 80-1022 du 15 décembre 1980 susvisés.

.../...

**Article 15** - La perte, le vol et plus généralement la disparition quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés le plus rapidement possible aux services de police ou de gendarmerie, et en tout cas dans les vingt-quatre heures qui suivent la constatation.

**Article 16** - La présente autorisation d'utiliser des explosifs dès réception ne permet pas à elle seule d'acquérir des produits explosifs.

Une autorisation d'acquisition, sous la forme d'un certificat d'acquisition, doit être sollicitée par le bénéficiaire auprès du Préfet.


**Article 17** - M. le Secrétaire Général de la préfecture, le Maire de BEAUVILLIERS, le Commandant du groupement de gendarmerie d'Eure et Loir et l'ingénieur de l'Industrie et des Mines de la subdivision de LUCE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation est adressée :

- au pétitionnaire,
- à M. le Maire de BEAUVILLIERS,
- à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- à M. le Commandant du groupement de gendarmerie d'EURE ET LOIR

Fait à CHARTRES, le 18 février 2003

Pour LE PREFET,  
Le Secrétaire Général,  
signé  
PASCAL BOLOT

Pour Ampliation,  
L'Attachée de Préfecture Déléguée,



Marie-France PERRONO